



A LA UNE – LE MINISTRE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE A PRESENTE LE 4 JUILLET DERNIER LE PLAN BIODIVERSITE

Ce plan est présenté comme une réponse à l'urgence de la disparition silencieuse de la biodiversité. En effet, « le rythme actuel d'extinction des espèces est sans équivalent depuis la fin des dinosaures il y a 65 millions d'années », a souligné le premier ministre. Le soutien à l'agriculture biologique, la lutte contre l'artificialisation des sols, l'interdiction de certains pesticides et des produits jetables en plastique font partie des mesures de ce plan. Le gouvernement souhaite avec ce plan mettre en place une centaine de mesures, dans un esprit plus incitatif que contraignant, pour tenter de stopper le déclin accéléré de la biodiversité. Un budget de 600 Millions d'euros sur 4ans est prévu pour mettre en place les actions. Est également prévu un comité de pilotage interministériel qui associera l'ensemble des parties prenantes à travers le Conseil National de la Biodiversité. Ce plan biodiversité est accessible sur le site du ministère de la Transition écologique et solidaire.



ENVIRONNEMENT – DE L'EAU LIQUIDE SUR MARS !

Selon l'étude publiée par The Independent le 25 juillet, des scientifiques affirment avoir découvert un lac souterrain sur Mars. Cette découverte met un terme à un débat vieux de plus de trente ans. L'équipe de scientifiques conduite par Roberto Orosei a démontré à l'aide du radar Marsis, la présence d'un réservoir d'eau liquide de 20 km de large à moins d'1,5 km de la surface du pôle sud de Mars. Alors que les températures sur la planète rouge descendent au-dessous de 0°C, l'eau peut rester liquide en raison de grande quantité de sels dissoutes dans l'eau, mais également en raison de la présence de magnésium, de calcium et de sodium.

Cassin Stuurman, géophysicienne a confié que « *si les chercheurs ont bien raison, c'est la toute première fois que nous trouvons la preuve qu'il y a de l'eau en quantité sur Mars* ».

Cette découverte est un grand pas pour la science.



DECHETS – LES CONSEQUENCES DE LA FERMETURE DES FRONTIERES CHINOISES EN MATIERE DE DECHETS PLASTIQUES !



En 2017, la Chine a opéré un virage à 180 degrés dans sa politique internationale en matière de déchets plastiques. Cette décision des autorités chinoises perturbe sérieusement la politique des grands pays producteurs de déchets plastiques notamment les États-Unis et l'Europe. Des premiers chiffres sont apparus et annoncent que près de 150 Millions de tonnes de plastiques restent sur les bras de ces grands pays développés. Plusieurs craintes apparaissent concernant le sort de ces déchets plastiques polluant notre planète. En effet, depuis plus de dix ans, les scientifiques et environnementalistes constatent que les océans deviennent les nouvelles poubelles du monde et accueilleront d'ici 2050 plus de plastiques que de poissons. De plus, La Chine ayant fermé ses portes concernant le recyclage desdits déchets, il est certain que les pays développés trouveront d'autres destinations pour leurs déchets plastiques.



ENERGIE – LES DEPUTES INSCRIVENT CLIMAT ET BIODIVERSITE A L'ARTICLE 1ER DE LA CONSTITUTION

L'exécutif qui avait initialement proposé d'ajouter à l'article 34 de la Constitution "l'action contre les changements climatiques" aux principes fondamentaux déterminés par la loi, a finalement choisi de l'inscrire dès l'article 1er de notre constitution suite à l'impulsion de plusieurs ONG et de députés de plusieurs bords qui avaient réclamé d'aller plus loin. Ainsi, l'Assemblée nationale a voté vendredi 13 juillet un amendement pour inscrire la « préservation de l'environnement » à l'article 1er de la Constitution. La République "agit pour la préservation de l'environnement et de la diversité biologique et contre les changements climatiques" selon les termes de l'amendement. Cet amendement va dans le sens d'une meilleure prise en compte par la représentation nationale de ces enjeux majeurs et de l'urgence à agir. Marquant ainsi l'importance de la préservation de l'environnement, dans toutes ses composantes, pour notre génération mais également pour les générations futures. Pour entériner cette révision, le texte doit encore être validé par les sénateurs.

JURISPRUDENCE

**Arrêt CAA 12 juillet 2018, DOUAI
1ère chambre - formation à 3, N°
15DA01535**

**Autorisation environnementale :
précision sur l'opportunité de
suspendre ou non l'exécution de
l'autorisation attaquée dans
l'attente de la régularisation.**

Dans sa prise de décision dans le cadre de suspendre ou non une autorisation d'exploitation, le juge est tenu selon la cour de prendre en considération la totalité de l'espèce et plus particulièrement les éléments relatifs à la nature et à la portée de l'illégalité en question. Par conséquent, les considérations d'ordre économique et sociale ainsi que tout autre élément d'intérêt général doivent attirer le juge dans sa prise de décision.

Or la Cour administrative d'appel refuse, en l'espèce, de prononcer une suspension de l'autorisation attaquée, compte tenu d'une part, de la nature du vice dont elle est entachée, et d'autre part, « des graves conséquences économiques et sociales qu'entraîneraient la suspension de l'autorisation d'exploiter tant pour l'exploitation animale elle-même que pour ses salariés. »

SANTE — SELON L'ETUDE MENEES PAR L'ANRS, LE TRAITEMENT PREVENTIF CONTRE LE SIDA EST EFFICACE A 100%



Alors que près de 37 millions de personnes dans le monde qui vivent avec le virus du Sida. Les premiers résultats de l'étude ANRS Prévenir parvenus le mardi 24 juillet dernier à l'occasion de la conférence mondiale AIDS2018 semblent démontrer l'efficacité d'un traitement préventif contre le virus. L'étude a été lancée fin mai 2017 et est placée sous la responsabilité de deux médecins spécialistes en association avec l'association

AIDES. Cette étude qui se prolongera jusqu'en 2020 consiste à proposer aux volontaires de prendre soit le traitement en continu appelé PrEP (traitement destiné aux personnes susceptibles d'être contaminées par le virus) ou bien de prendre le traitement uniquement à la demande. Il ressort des premiers résultats de cette étude que les 1 435 premiers volontaires recrutés entre mai 2017 et mai 2018 séronégatifs au moment du début des tests le sont restés à l'issue des tests. « La pilule pour la prévention du Sida, c'est une révolution comme l'a été la pilule contraceptive pour les femmes dans les années 70. L'important c'est que plus de personnes à risque soient protégées et qu'on arrête de voir des personnes qui se contaminent encore aujourd'hui alors qu'on a des moyens de prévention » affirme le professeur Molina.

ENVIRONNEMENT — INCENDIES EN SCANDINAVIE: UN AVANT-GOUT DE CE QUI ATTEND L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE EUROPEEN ?

Le mois de juillet s'est révélé désastreux pour les pays nordiques (Suède, Finlande et Norvège). En effet depuis le début du mois de Juillet, le monde s'étonne de la multiplication des incendies dans ces pays non habitués à de rigoureuses sécheresses. La suède a enregistré une température de 32°C au 17 Juillet ainsi que plus de 20.000 hectares dévastés par les flammes. Enfin, les pays scandinaves étant peu habitués à de telles intempéries ne possèdent actuellement pas les outils et infrastructures nécessaires à combattre des incendies aussi importants. C'est pourquoi plusieurs voisins européens et notamment la France, pays fréquemment confronté à de grands incendies, ont apportés leur aide matérielle et humaine dans cette lutte contre les flammes. Enfin ledit climatologue conclue en affirmant qu' « En cas de réchauffement climatique non maîtrisé, on pourrait voir dans la deuxième partie du 21e siècle des températures de 55°C en France, et des feux de forêts dans l'ouest du pays ».

CLIMAT — CHANGEMENT CLIMATIQUE A L'ŒUVRE EN EUROPE

Pour la deuxième année consécutive, les experts du World Weather Attribution (WWA) se sont livrés à l'analyse de la vague de chaleur estivale qui frappe une partie de l'Europe. En 2017, ces derniers avaient déjà affirmé que les épisodes caniculaires pourraient devenir la norme en Europe. Alors que dans les années 1900 les probabilités de vivre un été comme celui que nous vivons étaient extrêmement rare, les chances sont aujourd'hui de 10% par été. En Norvège, les températures estivales ont été jusqu'à 15 degrés au-dessus de la norme. Selon les experts à l'origine de l'étude « le changement climatique d'origine humaine accroît les risques de vagues de chaleur comme celle constaté en 2018 en Scandinavie, même s'il reste compliqué de quantifier dans quelle proportion il intervient ». D'après ces derniers, les hausses de températures sont dues au co2 déjà présent dans l'atmosphère et même en réduisant les émissions de gaz à effet de serre, cela permettrait seulement de stabiliser l'état actuel sans espérer de réduction.